



CDAS du 16 octobre 2025

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le président du Conseil Départemental de l'Action Sociale,

La guerre qui ne cesse à l'international et qui nous coûte au niveau national. Un gouvernement qui change tous les quatre matins n'aide pas pour le moral de nos collègues ainsi que pour la politique financière de notre pays !

Quelle surprise budgétaire va nous tomber dessus l'année prochaine ? Est-ce que l'Action Sociale sera encore impactée ? Et si oui, pour quel montant ?

Nos collègues sont de plus en plus fragiles, leur pouvoir d'achat et leur moral s'étiolent chaque jour un peu plus. Aucune perspective d'amélioration n'est attendue !! Les suicides et tentatives de suicide ainsi que les agressions ne cessent de croître dans nos services.

La précarité s'installe de plus en plus chez les fonctionnaires dont plusieurs milliers d'entre eux voient leur indice augmenter de quelques points pour coller au SMIC, quand d'autres n'ont plus aucune perspective d'avancement ou de progression salariale.

L'Action Sociale est plus que jamais justifiée et doit rester juste ! Elle est plus que jamais nécessaire face à la détresse de nos collègues victimes des injustices sociales et de la fracture qui se creuse dans notre pays. Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent !

La CGT s'oppose à ce massacre organisé par un gouvernement illégitime, acculé face à une dette qu'il a lui-même créée.

À l'heure où l'État, ses emprises, ses services, ses agents et leur famille sont devenus la cible de menaces et d'attaques graves, violentes et inédites, on demande aux agents de la fonction publique de faire de nouveaux efforts ! De qui se moque-t-on ?

Nos moyens matériels sont réduits à néant, nos effectifs sont en déflation permanente, nos salaires sont gelés depuis des années.

Trop, c'est trop. La CGT dénonce haut et fort ce matraquage organisé des fonctionnaires et la destruction programmée du service public.

La CGT a toujours revendiqué une restauration collective de proximité, de qualité et l'accès pour tous à un prix de plateau maîtrisé et raisonnable.

Les autres missions de l'Action Sociale ne sont pas des variables d'ajustement. Nos collègues actifs et retraités ainsi que nos enfants doivent pouvoir bénéficier de prestations adaptées, attractives, variées et sans contributions financières excessives.

Les résultats de cette politique d'austérité sont intolérables.

La CGT Finances 83 dénonce le retrait à l'accès aux chèques vacances pour les retraités de la Fonction Publique.

La CGT Finances 83 demande la revalorisation des titres restaurants pour les agents concernés pour faire face à l'inflation sachant que les indemnités repas en frais de mission ont déjà étaient revalorisés.

La CGT Finances 83 demande le maintien des moyens alloués aux prêts et secours pour les agents en difficulté.

Enfin, la CGT continuera de défendre une politique sociale ambitieuse qui soit à la hauteur des enjeux et des attentes légitimes des agents actifs et retraités, mais elle s'opposera à toute atteinte au pouvoir d'achat de nos collègues et leur famille.

La CGT Finances 83 demande l'annexion de cette déclaration au PV de la séance.